



G20 des Présidents à Cannes = CONTRE G20 des PEUPLES à Nice !...!

Cette année, le sommet des Chefs d'Etats et de Gouvernements des Pays dits du G20 se tient en France, à Cannes, les 3 et 4 novembre.

Loin de régler la crise, les leaders du G20 l'ont considérablement aggravée, faute d'ambition et de courage politiques, face aux pressions et aux lobbies de la Finance.

La vie de tous les Peuples de la Planète est durement impactée : logement, travail, éducation, santé, agriculture, alimentation, climat, retraite, connaissance, biodiversité...

Ainsi la note finale est payée par les Peuples, et non par les banques et les spéculateurs qui en sont responsables, ni par les gouvernants qui ont laissé faire...

Ces dirigeants qui se rassemblent à Cannes sont 20, mais nous, nous sommes des Centaines de Milliers en lutte pour la Paix, la Démocratie, la Justice Sociale et Ecologique.

Les Représentants des Peuples du Monde convergent à Nice, pour un Sommet Alternatif Contre G20, du 1er au 04 novembre prochains, pour y faire entendre leur voix, pour montrer que des alternatives aux inégalités sociales et aux désastres écologiques existent, et qu'elles peuvent très rapidement être mises en

oeuvre, soutenues par des expressions réellement démocratiques.

Ce Sommet des Peuples Contre G20 à Nice, sera animé par un grand nombre d'associations réunies en Collectif Contre G20, avec nombre de débats, forums, discussions et actions, ainsi qu'un grand Rassemblement et un Concert public le 1er novembre.

Comme dans des milliers de villes autour de la Planète, pour Celles et Ceux qui ne peuvent se rendre à ce Sommet des Peuples à Nice, les Citoyens du Limousin pourront être solidaires, en se réunissant et en manifestant activement le jeudi 3 novembre, à 18h30, Place de la Motte à Limoges.

Venez y participer, vous y informer, et faire entendre votre voix ! »



G.D.

Sommaire	Page	Page
G20 et Contre G20	1	Pulvérisations d'insecticides en Corrèze 3
Dette publique : qui doit payer ?	2	Journee Sans Achat 2011 4
Taxe « TOBIN » en Europe	3	Assemblées Générales Attac 87 et Attac 23 4

ENCART : Panier du militant + annonce semaine de la Solidarité Internationale

DETTE PUBLIQUE : QUI DOIT LA PAYER ?...

Conférence-débat organisée à Limoges par Attac 87, avec Jean-Marie HARRIBEY (Maître de Conférences d'Economie à l'Université de Bordeaux IV, ancien co-président d'Attac France, chroniqueur à Politis)

La salle JP-Timbaud était pleine ce jeudi 29 septembre à 20h30, pour accueillir JM HARRIBEY, et échanger sur le thème de la Dette Publique.

Ce rappel utile en préambule :

Attention à bien différencier > la Dette publique, ce n'est pas la Dépense publique !

- *Dépenses publiques : ensemble des dépenses réalisées par les administrations publiques (Etat, Collectivités Locales...)*
- *Recettes publiques : Impôts, taxes, cotisations...perçues par l'Etat, les Collectivités Locales...*
- *La Dette publique apparaît lorsque les Recettes publiques sont inférieures aux Dépenses publiques.*

Au cours de sa conférence, JM HARRIBEY a abordé de nombreux sujets relatifs à la Dette, et a notamment développé les 2 points suivants :

Comment la Dette publique s'est-elle construite depuis 30 ans ?

Bien trop souvent, l'accroissement de la Dette, tout comme sa diminution, sont habituellement présentés comme étant le fruit de la gestion de la Dépense Publique = s'il y a augmentation de la Dette, c'est parce qu'on dépense trop ; s'il y a diminution de la Dette, c'est parce qu'on dépense moins.

A côté de cette croyance simpliste, pour ne pas écrire « partielle », le rôle de l'impôt (les Recettes) est laissé complètement dans l'ombre.

Pourtant, à y regarder de plus près, les baisses d'impôts successives, accordées dans les pays capitalistes avancés depuis 30 ans, ont joué un rôle bien plus considérable dans l'accroissement de la Dette Publique que ne l'a fait le montant des Dépenses.

En effet, des baisses d'impôts substantielles et récurrentes ont été accordées aux bénéficiaires de revenus financiers (du travail et du capital), et aux détenteurs de patrimoines (en parfaite cohérence avec les principes du néolibéralisme).

Ce mécanisme provoque inmanquablement :

- *un manque de recettes fiscales pour l'Etat ;*
- *un surcroît de liquidités et d'épargne des ménages riches, qui s'investissent sur les marchés financiers, contre rémunération (taux d'intérêt fixé par les marchés financiers).*

Ainsi l'Etat, qui a de moins en moins de recettes fiscales, est contraint d'emprunter auprès des

marchés financiers, pour couvrir ses Dépenses. Il verse ainsi indirectement un taux d'intérêt à ceux-là mêmes qui paient moins d'impôts... Ces intérêts d'emprunt payés par l'Etat, au final, sont à la charge de toute la Collectivité (riches et pauvres). Quant aux « riches », ils bénéficient à la fois :

- de la baisse de leurs impôts
- de la hausse de leurs revenus financiers.

Si l'on observe l'évolution de la Dette Publique française (la différence entre Recettes et Dépenses) depuis les années 1980, on constate qu'elle a cru de manière quasi continue depuis 30 ans.

Mais, dans la manière dont la Dette a augmenté, et contrairement à l'idée communément véhiculée, on constate que le poids des Dépenses Publiques (hors intérêts) est resté relativement stable, dans une fourchette de 45% à 55% (hors intérêts) du PIB (1), entre les années 1980 et 2010 !

Donc, si la Dette Publique a augmenté, et que les Dépenses Publiques sont restées relativement stables, c'est que les Recettes Publiques ont singulièrement fléchi, sans que les liquidités ainsi dégagées pour les ménages et les entreprises contribuables aient eu un effet réel sur la croissance, dont le taux a décru régulièrement...

Autrement dit, la hausse de la Dette publique en France est grandement imputable :

- aux baisses des prélèvements obligatoires accordées depuis trois décennies à différentes catégories d'agents économiques, sans que ces baisses d'impôts et de cotisations sociales n'aient pu produire, au bout du compte, un surcroît de croissance, à même de compenser ce « manque à gagner » pour les comptes publics,
- à l'écart croissant entre le taux d'intérêt et le taux de croissance

Elle n'est pas imputable à une supposée « dérive » des Dépenses publiques.

Comment retrouver la maîtrise de la Dette ?

Pour inverser cette évolution, il est aujourd'hui indispensable de :

- Faire un Audit complet de la Dette, en lister les origines exactes de façon méthodique, et recenser la répartition des titres auprès de chaque acteur économique.
- Socialiser définitivement toutes les banques européennes, sans indemnisation des actionnaires.
- Détruire tous les mécanismes et toutes les structures permettant la spéculation (titrisation, produits dérivés, marchés de gré à gré, paradis fiscaux...).
- Instaurer une Taxe sur toutes les transactions financières.

- Donner la possibilité à la BCE (2) de souscrire aux emprunts d'Etats à taux nul ou très faible, sans passer par les marchés financiers.
- Entreprendre une réforme fiscale en profondeur.
- Bâtir un réel budget européen.
- Décourager l'épargne (suppression des défiscalisations de l'assurance-vie, de l'épargne salariale...).
- Améliorer la répartition du revenu en faveur des ménages moyens et modestes, notamment par une revalorisation conséquente du smic et des retraites.

Mais encore :

- Augmenter les impôts des ménages aisés (ce qui permet d'augmenter les dépenses publiques, sans s'endetter davantage, et donc d'augmenter le niveau de l'emploi).
- Relâcher la contrainte de type Maastricht sur les déficits publics pour permettre aux gouvernements européens de mener des politiques de relance économique.

(1) PIB = Produit Intérieur Brut = Total des richesses produites par le pays

(2) BCE = Banque Centrale Européenne

Parmi les récentes publications de JM HARRIBEY, citons son livre > « Raconte-moi la Crise » (Editions Au Bord de l'Eau). Il est également Coauteur du livre d'Attac « Le Piège de la Dette publique » (Editions Les Liens qui libèrent).

L'adresse de son blog sur Alternatives Economiques > <http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey> G.D.

TAXE « TOBIN » EN EUROPE : une avancée ou un pétard mouillé ?(*)

Les USA, la Grande-Bretagne, les Pays émergents y sont farouchement opposés, mais la Commission Européenne a décidé de franchir le pas, le 28 septembre dernier > M. BARROSO, son Président, a rendu public le projet de Taxe sur les Transactions Financières, qui doit être soumis prochainement au Conseil Européen des Chefs d'Etats et de Gouvernements. Objectif annoncé par ce projet : récupérer 57 milliards d'euros, destinés pour une large part, à alimenter le budget de l'Union Européenne.

Pour le Mouvement Attac, qui milite depuis plus de 12 ans pour l'instauration de cette Taxe au niveau mondial, c'est (peut-être) une première victoire de nos idées...

> Un taux de 0,1%, appliqué à toutes les transactions réalisées par les opérateurs financiers européens, aurait un effet régulateur et dissuasif important, notamment sur les opérations les plus spéculatives.

> L'intégration des transactions sur produits dérivés, dans l'assiette de la Taxe, serait également une avancée significative, même si le taux proposé sur ce point spécifique (0,01%) paraît trop faible.

Mais :

> La mise en œuvre de cette Taxe est prévue pour 2014 : trop tard ! Pourquoi attendre ?...

> Les transactions sur le marché des Changes (entre € et autres devises) sont exclues du mécanisme. Pour information, les transactions sur ce marché, au niveau mondial, représentent la moitié des transactions financières totales...

> Les fonds récoltés, s'ils ne servent qu'à combler des déficits budgétaires, ou à renflouer une nouvelle fois les banques sans contreparties, ne seront d'aucune efficacité...(il n'est pas anodin que ce projet soit présenté au moment même où se profile l'idée d'une recapitalisation des banques européennes par des fonds publics...)

> Attac rappelle que la Taxe sur les Transactions Financières doit prioritairement alimenter les fonds européens et mondiaux pour la lutte contre la pauvreté et la précarité, accompagner les effets du réchauffement climatique et amorcer la transition écologique...

Ce qui manque notamment dans ce projet de la Commission Européenne :

> Rien sur la socialisation du secteur bancaire, ni sur le « recadrage » des banques pour un retour à leur vrai métier (financer l'Economie)...

> Rien sur l'audit de la Dette Publique dont son volet illégitime (emprunts toxiques)

> Rien sur la réforme de la Banque Centrale Européenne, pour autoriser le financement direct des Etats...

> Rien sur la lutte contre la spéculation et les paradis fiscaux...

Attac n'est pas dupe : les Dirigeants européennes ne se sont résolus à avancer dans l'idée d'une Taxe sur les Transactions Financières, que pour mieux justifier, auprès des opinions publiques, le passage à l'austérité et à l'instauration de politiques qui pénaliseront, non pas les vrais responsables de la situation actuelle, mais l'ensemble de Citoyens...

Rien n'est fait. Le combat pour la réelle prise en compte de nos idées, nous impose de rester totalement mobilisés.

(*) Synthèse du Communiqué d'Attac France 29.09.2011 / GD. Attac 87

Pulvérisations aériennes d'insecticides en Corrèze

Après les pommes, les châtaignes ! Générations futures et des citoyens ont porté plainte le 17 octobre contre des épandages d'insecticides, réalisés par voies aériennes sur des châtaigneraies, à la fin de l'été dans le Limousin. Ce type d'épandage, en principe interdit, a obtenu une dérogation du préfet de la Corrèze. De nombreuses infractions à cet arrêté préfectoral ont été constatées : deux communes concernées ne figuraient pas dans la liste, les voies d'accès à la zone traitée n'ont pas été balisées, des syndicats apicoles n'ont pas été informés de certaines pulvérisations ...

Communiqué de Presse MDRGF 18/10/2011

JOURNEE SANS ACHAT 2011

La société de consommation, telle que nous la connaissons aujourd'hui, n'a jamais qu'un demi-siècle. Il est donc tout à fait possible d'en sortir... et encore plus souhaitable ! On a bien essayé de nous faire croire que consommer ce serait le bonheur. Or, aujourd'hui, nous ne pouvons que constater le bilan désastreux et effroyable de ce crédo mortifère.

La société consumériste actuelle cumule, en effet, toutes les crises :

- ✓ **Sociale**
 - 20% de la population mondiale s'accapare 86% des richesses
 - On surproduit à l'autre bout du globe des objets très vite obsolètes, en exploitant des hommes et des femmes, quand ce ne sont tout simplement pas des gamin-e-s
- ✓ **Ecologique**
 - Nos modes de vie sont fortement consommateurs en ressources limitées, et rencontrent donc rapidement les limites physiques de la planète
 - Ils induisent des montagnes de déchets (ménagers, technologiques, mais également nucléaires, etc.) et d'innombrables pollutions (eau, air, sol, etc.)
- ✓ **Politique**
 - Dictocratie industrielle en lieu et place d'une démocratie réelle
- ✓ **Culturelle**
 - On préfère nous savoir enfermer dans des centres commerciaux, au lieu de nous imaginer en train de réfléchir et d'agir
- ✓ **De l'Individu**
 - Perte de repères et insatisfaction perpétuelle causée par la surconsommation

Notre-Dame-des-Landes : la lutte continue !

La coordination des opposants au projet de nouvel aéroport à Notre-Dame-des-Landes, près de Nantes (44) organise du dimanche 6 au samedi 12 novembre 2011 un déplacement en tracteurs et vélos jusqu'à Paris pour interpeller nos décideurs nationaux, peser sur les négociations entre partis qui ne manqueront pas d'avoir lieu pour les Présidentielles 2012 et dénoncer encore une fois l'aberration de ce projet dans les conjonctures financière, économique, sociale et environnementale actuelles.

<http://tractovelo-ndl-2011>

Il est donc urgent de quitter le modèle consumériste occidentale, afin de bâtir une société conviviale, au sein de laquelle nous redeviendrions des êtres humains libres de penser, qui s'épanouiraient autrement que par le toujours plus, la consommation frénétique illimitée, le désir de posséder, etc.

Pour qu'au moins une fois dans l'année nous puissions dire STOP au consumérisme, venez donc fêter avec nous la Journée sans achat, **samedi 26 novembre à partir de 11h** devant un « Temple de la Consommation » limougeaud, le **centre commercial Saint Martial**.

Au programme :

- Distribution de tracts et autres textes
- Apérodon (café, thé, ou apéro selon l'heure + zone de don) et Pique-nique (si le temps le permet)

Si vous souhaitez participer à l'organisation de cette magnifique journée, contactez-nous : attac87@attac.org ou velorution.limousin@gmail.com

Assemblées Générales Attac 87 et Attac 23

Elle aura lieu le **jeudi 8 décembre (changement de date) à 18h30 Salle Blanqui II à Limoges**. Nous avons besoin de **candidats pour le groupe d'animation**. Contactez Brigitte au 05 55 79 91 36. Les réunions sont ouvertes à tous : la prochaine aura lieu le jeudi 3 novembre à 20h15 à la MDH 37 rue F. Mistral à Limoges. Merci de votre participation active.

Attac 23 organise son Assemblée Générale Annuelle le **jeudi 24 novembre 2011 à 18h30, Maison des Associations, rue de la Braconne à Guéret**. Elle commencera avec une vidéo sur le mouvement des Indignés

ADHESION et ABONNEMENT:

Sur l'enveloppe de ce bulletin figurent vos dates d'adhésion et/ou d'abonnement. Merci de vérifier si vous êtes à jour de votre cotisation. Notre groupe local (et son trésorier) vous en remercie par avance !